



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Suisse

Les exportations horlogères alignent une 3e année record en 2023

Selon le cabinet Deloitte, cette performance montre une fois de plus «la résilience» du secteur. Les exportations horlogères suisses ont ... • (Page 08)

Mer de Chine méridionale

Le Vietnam et les Philippines resserrent leurs liens face à Pékin

Les deux pays ont signé des accords de coopération maritime dans les eaux très disputées de la mer de Chine ... • (Page 08)

Financement des chaînes de valeur agricoles • (Page 03)

Résultats de l'expérience de l'IMF FUCEC-TOGO



Coopération

• (Page 04)

Le Togo a participé au sommet Italie-Afrique

« L'économie africaine 2024 »

Secteurs sociaux et lutte climatique à l'épreuve de l'endettement

Quelles sont les grandes tendances macroéconomiques sur le continent africain et ... • (Page 02)

Forum des autorités locales du sahel

Une délégation de la FCT à Nouakchott

Une délégation du secrétariat exécutif de la Fatière des communes du Togo (FCT) prend part au Forum des autorités locales du Sahel à Nouakchott du 30 janvier au 01 février 2024. ... • (Pages 04)

Distinction

Le professeur Oramah décroche le prix du leadership financier 2024

Le professeur Benedict Oramah, président et président du conseil d'administration de la banque africaine ... • (Page 06)

Maladies tropicales négligées

Plusieurs activités ont marqué la Journée mondiale à Atakpamé

Plusieurs activités de mobilisation sociale placées sur le thème « s'unir et agir efficacement pour l'élimination de l'onchocercose, des ... • (Page 11)



PROFITEZ À FOND
LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON
8866 www.canalbox.tg
CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

« L'économie africaine 2024 »

Secteurs sociaux et lutte climatique à l'épreuve de l'endettement

Quelles sont les grandes tendances macroéconomiques sur le continent africain et quelles pistes d'amélioration peut-on envisager pour l'avenir ? Françoise Rivière, responsable de la cellule Économie et stratégie du département Afrique à l'AFD et coautrice du premier chapitre de « L'économie africaine 2024 », paru aux Éditions La Découverte, livre son point de vue.

• Vivien Atakpabem

En 2023, sur le continent africain, la croissance est restée supérieure à la croissance mondiale (+3,2 % contre +3 %), mais elle a ralenti par rapport à 2022 (+3,9 %). Les économies les plus diversifiées continuent à mieux résister ? En effet, les pays dont le PIB dépend le moins des ressources naturelles (pétrolières, minières, touristiques ou autres) s'en sortent mieux que ceux dont l'économie repose quasi exclusivement sur l'exploitation de ressources naturelles. C'est un constat que l'on peut faire quelle que soit la période considérée. Certains pays comme le Rwanda, l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire ou encore le Mozambique atteignent des taux de croissance supérieurs à 6 % en 2023, soit des taux qui figurent parmi les plus élevés au niveau mondial. Pour un pays, le fait de diversifier ses activités permet de répartir les risques. Par exemple, un pays qui produit un type de minerai, mais qui est diversifié, pourra s'appuyer sur d'autres secteurs si la demande mondiale diminue ou si les cours baissent. La croissance des économies diversifiées est moins soumise aux aléas des cours au niveau mondial. Par ailleurs, dans le secteur des mines par exemple (voir le chapitre 4 de l'ouvrage), l'activité se limite dans la plupart des pays africains à l'exploitation, avec une transformation qui



s'effectue « ailleurs » et un retour faible pour les pays. Cela plaide donc en faveur de politiques qui visent à diversifier l'économie et à mieux transformer ces ressources naturelles en produits plus élaborés, à plus forte valeur ajoutée, comme cela s'est passé dans les dragons asiatiques de la première et de la deuxième génération. Il faut également continuer à encourager l'intégration régionale, c'est-à-dire les échanges commerciaux entre les pays africains, et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour que les pays dépendent moins des marchés situés hors du continent (européens, asiatiques...) et puissent bénéficier du marché africain en pleine croissance. Cela implique aussi de mener des politiques visant à améliorer les infrastructures de commerce et de transport. En effet, elle a dépassé le seuil de 20 % en 2023 (+ 5 points par rapport à 2022). L'inflation s'est progressivement atténuée dans près la moitié des pays, mais elle reste globalement élevée, supérieure à 15 % dans plus d'un quart des pays

africains. Pour lutter contre l'inflation, les banques centrales ont augmenté les taux d'intérêt. Mais avec cette hausse des taux, les pays africains ont plus de mal à emprunter sur les marchés financiers. Quelles pistes envisager ? L'une des pistes serait de mieux mobiliser les ressources intérieures. Les recettes fiscales, qui contribuent à financer les politiques publiques, sont en effet réduites sur le continent africain, notamment en raison de l'importance du secteur informel. Plusieurs interventions de l'AFD visent d'ailleurs à accompagner les politiques fiscales, en élargissant la base fiscale, en considérant d'autres taxes (fiscalité des ressources naturelles, taxes foncières...) et en améliorant les performances des administrations fiscales et douanières. L'endettement est tel dans certains pays africains qu'ils ne peuvent pas investir dans des secteurs clés comme les secteurs sociaux, la lutte contre le changement climatique...

AUX DECIDEURS...

Education, paix et développement

Nelson Mandela était un célèbre défenseur de la valeur de l'éducation. En 1990, celui qui deviendra quatre ans plus tard le premier président démocratique d'Afrique du Sud déclarait dans un lycée de Boston : « L'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde. »

Les Nations Unies sont d'accord. En 2018, son Assemblée générale a adopté une résolution proclamant le 24 janvier Journée internationale de l'éducation. C'est l'occasion annuelle de mettre en lumière le rôle que l'éducation peut et doit jouer dans la promotion de la paix et du développement. Cette année, le thème est « apprendre pour une paix durable » – une priorité essentielle dans un monde qui, souligne l'ONU, « connaît une recrudescence de conflits violents parallèlement à une montée alarmante de la discrimination, du racisme, de la xénophobie et des discours de haine ».

Pour marquer l'occasion, nous partageons certains des nombreux articles rédigés par nos auteurs depuis notre lancement en 2015, qui examinent l'intersection de l'éducation et des conflits – et comment manier cette puissante « arme » pour un changement positif.

Les systèmes éducatifs d'un certain nombre de pays africains ont été identifiés par des groupes de défense internationaux comme « très lourdement touchés » par le conflit. Il s'agit notamment du Soudan, du Cameroun et de la République démocratique du Congo. Le Sahel central, qui comprend le Burkina Faso, le Mali et le Niger, est une autre région très préoccupante. Rien qu'en 2020 (et avant les confinements liés au COVID), 4 000 écoles du Sahel central ont fermé leurs portes en raison de l'insécurité.

Craig Bailie explique ce qui pousse les groupes armés à attaquer les écoles du Sahel central, laissant des centaines de milliers d'élèves sans aide.

Bien entendu, les systèmes éducatifs n'existent pas en vase clos. Lorsque le conflit rencontre des échecs de gouvernance à long terme, un manque de ressources et d'autres problèmes de société, l'école est soumise à une pression encore plus grande. L'Éthiopie, par exemple, n'a pas seulement dû compter avec un conflit interne depuis 2020 ; elle est également aux prises avec des crises systémiques profondément enracinées.

TebejeMolla et DawitTibebuTiruneh expliquent comment ces crises s'entrechoquent et laissent les enfants et les adolescents éthiopiens dans une situation difficile.

Cela ne veut pas dire que les systèmes éducatifs ne peuvent pas rebondir après un conflit. Durant la guerre civile en Somalie à la fin des années 1980, plus de 90 % des écoles ont été détruites. Au lendemain de la guerre, le nord du pays s'est déclaré République du Somaliland.

Les chercheurs ont également un rôle à jouer dans le renforcement des systèmes éducatifs. Partout sur le continent, des projets visant à permettre aux enfants de continuer à apprendre même au milieu de conflits dévastateurs sont développés, déployés et testés.

Un exemple vient du nord-est du Nigeria, qui a été en proie aux attaques de Boko Haram. MargeeEnsign et Jacob Udo-Udo Jacob ont utilisé une combinaison de radio et de tablettes pour améliorer les compétences en lecture, écriture et calcul de 22 000 enfants forcés de quitter l'école.

Les conflits semblent inévitables dans un monde en proie à de nombreux « problèmes épineux » comme le changement climatique, les inégalités et la pauvreté. Mais ce qui est enseigné dans les salles de classe africaines pourrait jouer un rôle dans la résolution de ces problèmes. La capacité de penser de manière critique et de s'intéresser aux faits plutôt qu'à la fiction est essentielle.

À cette fin, AyodejiOlukoju explique pourquoi il était si important que le Nigeria réintroduise l'histoire comme matière scolaire en 2019, une décennie après l'avoir supprimée du programme scolaire. Comprendre l'histoire, affirme-t-il, contribue à faire exploser les mythes et les stéréotypes, conduisant ainsi à une société plus cohésive.

Midas Tigossou

Image du jour

fnfi
Fonds National de la Finance Inclusive

1 869 364
Crédits Octroyés

109,810
Milliards FCFA
Montant des crédits

@fnfi_togo www.fnfi.tg

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Financement des chaînes de valeur agricoles

Résultats de l'expérience de l'IMF FUCEC-TOGO

Avec le soutien de ADA, l'institution de microfinance (IMF) qu'est la Faîtière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (FUCEC) a développé avec succès son approche de financement des chaînes de valeurs agricoles, à travers la mise en place de facilités de financement visant à satisfaire les besoins de fonds de roulement des producteurs et de trésorerie des agrégateurs, l'intégration d'une offre de services non-financiers pour les petits exploitants et leurs groupements, et la mise en place d'un mécanisme de contrat tripartite.

• Joël Yanclo

Au total, 20 346 crédits agricoles (individuels ou de groupe) déboursés en 2022 via les 22 COOPEC (coopératives d'épargne et de crédit) de la FUCEC pour un montant de 18,7 milliards FCFA, qui ont bénéficié à 39 829 clients (individuels ou représentants de PME). Ces crédits ont ciblé les chaînes de valeur de céréales, légumineuses, légumes et fruits. Plus spécifiquement, 56 % du montant total a été dédié aux crédits de production, destinés à couvrir les dépenses associées à la préparation du sol, à l'acquisition d'intrants, à la rémunération de la main-d'œuvre, au transport, à la récolte et à l'entretien du matériel agricole et de transport. 23 % a été alloué aux crédits de stockage, englobant les frais liés à l'achat, à l'emballage, au stockage et à la vente des produits. 20 % ont été consacrés aux crédits de commercialisation, englobant les dépenses liées à la collecte, au transport et à la vente des produits finaux. 1 % a été alloué aux crédits

de transformation, englobant les dépenses associées au conditionnement et à la production d'aliments. De plus, un nouveau produit « crédit avance récolte » a été mis en place et testé au sein de 3 COOPEC au cours de l'année 2022. Il répond aux besoins de faire des dépenses inattendues des producteurs et de leurs ménages durant les périodes de soudure pour prévenir les ventes à prix réduits et les ventes parallèles.

Objectifs du projet

Renforcer les capacités de l'IMF FUCEC au Togo à développer une offre de services financiers et non-financiers visant à répondre aux besoins des petits exploitants agricoles et de leur regroupement dans une approche de structuration des chaînes de valeur agricoles afin de participer au développement agricole et à la lutte contre la pauvreté, sont les objectifs de ce projet financé par le ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et



l'agriculture pour une durée de 6 ans (2017-2023), montant : 130 750 euros.

Activités clés du projet

Il s'agit du renforcement des capacités du personnel de la FUCEC en matière de financement agricole et de financement de chaînes de valeurs agricoles et appui au recrutement de personnel dédié. Du développement de services financiers spécifiquement adaptés aux activités agricoles (production, transformation, stockage, et commercialisation) et accompagnement de la FUCEC vers une diversification de son offre de services financiers sur base des besoins identifiés (crédits

sociaux pour les producteurs, trésorerie pour les agrégateurs). De l'accompagnement de la FUCEC pour une meilleure gestion des risques liés au financement agricole notamment par la mise en place de contrats tripartites entre producteurs, acheteurs et l'IMF et l'accompagnement technique des producteurs et de leurs groupements. De l'organisation d'ateliers multi-acteurs pour faciliter le dialogue au sein des chaînes de valeur et mieux cerner les besoins d'appui financiers et non financiers des différents acteurs.

Internalisation des compétences agricoles

Au début du projet, les représentants de l'IMF ont suivi une formation en finance agricole et bénéficié d'un encadrement sous forme de coaching pour élaborer et mettre en œuvre leur plan d'action de développement de produits financiers. La FUCEC a au fil des années, renforcé ses équipes en recrutant des agents de crédits à profil agricole (au minimum BAC+ 2 en agronomie). En 2022, elle compte 18 agents, recrutés afin de renforcer les capacités internes des COOPEC en matière de finance agricole. De plus, leur présence contribue à l'internalisation des services non-financiers au sein de ces institutions. Au Togo, l'agriculture

occupe une place prépondérante dans l'économie avec plus de la moitié de la population qui vit dans les zones rurales et dépend directement de ce secteur. Pourtant, le secteur est caractérisé par un faible niveau de financement : les crédits à l'agriculture ne représentaient que 0,2% du total des financements bancaires en 2019. Malgré le développement de l'agriculture commerciale ces dernières années autour de certaines filières porteuses comme le soja ou l'anacarde, on note des difficultés d'accès structuré au marché. Une partie importante de la production agricole est destinée à l'autoconsommation avec un niveau de productivité faible.



Nadia Ouriemchi, Chargée du projet, Luxembourg



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, hors compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Coopération

Le Togo a participé au sommet Italie-Afrique

Le Togo, représenté par le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, a pris part les dimanche 28 et lundi 29 janvier derniers, au Sommet Italie-Afrique. La conférence, organisée à Rome, a réuni une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, mais aussi des responsables d'institutions internationales.

L'enjeu de cette rencontre, était non seulement pour le gouvernement italien, de renforcer la coopération avec le continent, en particulier sur des sujets d'intérêts communs, mais aussi de dévoiler sa stratégie baptisée 'Plan Mattei', du nom du fondateur du géant énergétique ENI, qui préconisait une coopération avec les pays africains axée sur le développement des ressources naturelles.

Nous sommes conscients que le destin de nos continents est interconnecté, c'est-à-dire l'Europe et l'Afrique, et que nous pouvons grandir ensemble. Nous voulons construire une coopération d'égal à égal, loin de toute tentation prédatrice. L'Europe doit rejeter l'approche paternaliste dont elle a souvent fait preuve et l'approche bienveillante qui n'est pas compatible avec son potentiel exceptionnel pour le développement du continent »,

a déclaré lors des travaux, la Présidente du conseil, Giorgia Meloni. Pour sa part, Robert Dussey a, au nom du Président de la République, salué l'initiative du sommet, et invité l'Italie à renforcer sa coopération bilatérale. « Vous serez les bienvenus au Togo, terre d'opportunités et de réussite pour vos entreprises », a assuré le chef de la diplomatie togolaise.

(Togo Officiel)



Forum des autorités locales du sahel

Une délégation de la FCT à Nouakchott

Une délégation du secrétariat exécutif de la Fatière des communes du Togo (FCT) prend part au Forum des autorités locales du Sahel à Nouakchott du 30 janvier au 01 février 2024.

Le thème de cette rencontre est « Renforcer le partenariat stratégique entre les autorités locales du Sahel et l'AIMF pour plus d'actions concrètes et de solidarité au profit des populations impactées par la crise sécuritaire ». Ce forum s'inscrit dans le cadre de la coopération Sud-Sud en faveur de la paix, de la sécurité. Plus de 100 Maires et représentants des collectivités territoriales de 15 pays du Maghreb, du Sahel et d'Afrique de l'Ouest, ainsi que leurs partenaires internationaux, se retrouvent, à l'invitation de la Présidente de la Région Mme Fatimou Abdel Malick. Dans un contexte mondial de plus en plus pola-

riser et marqué par des crises multiples, cette rencontre organisée par la Région de Nouakchott et l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), avec l'appui de l'Union euro-

péenne, soulignent l'apport irremplaçable du dialogue et des partenariats concrets entre autorités locales pour développer le potentiel des territoires et améliorer les conditions de vie.



Secteur agricole

Le développement des agro industries au cœur d'un atelier à Lomé

L'atelier tenu à Lomé le jeudi 25 janvier 2024 a constitué un forum essentiel axé sur le développement des agro-industries, en cohérence avec la feuille de route gouvernementale et les Objectifs du développement durable (ODD). Cette initiative, organisée par l'équipe Europe, regroupant l'Allemagne, la France et l'Union européenne (UE), représentée au Togo par des ambassades et des délégations, a visé à promouvoir une participation accrue de la société civile dans la formulation et la mise en œuvre des programmes de partenariat dans le secteur agricole.

● Hélène Martelot

Sous la direction de Hugo Van Tilborg, chef de la coopération de la délégation UE au Togo, et Kodzo Nyuito, chargé du secteur Agriculture durable au sein de la même délégation, les échanges ont gravité autour de plusieurs axes d'appui. L'objectif fondamental était de moderniser l'agriculture togolaise en lui conférant un caractère attractif, innovant et entrepreneurial. Le premier axe s'est concentré sur le renforcement du capital humain et matériel au sein des chaînes de valeur agricole. Cela implique le renforcement des compétences techniques et organisationnelles des producteurs, ainsi que la prestation de services agricoles. De plus, une attention particulière a été portée à l'amélioration

de la disponibilité d'intrants de qualité et adaptés au sol, tout en renforçant les capacités organisationnelles des femmes entrepreneures dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Le deuxième axe a été consacré à l'accompagnement de la transition agroécologique et de la production biologique. Cela passe par la recherche, le renforcement de la gouvernance de l'agroécologie et de l'agriculture biologique, ainsi que la formation des acteurs ruraux. Le troisième axe a abordé la maîtrise de l'eau et de l'irrigation. Il s'agit de former les compétences dans le domaine de l'agriculture irriguée pour mettre en œuvre le schéma directeur dans l'agriculture. Enfin, le quatrième axe se concentre sur le développement d'un

instrument financier adapté au secteur agricole. Il promeut le financement à moyen terme pour les petites et moyennes entreprises agro-industrielles, ainsi que pour les intermédiaires capables de soutenir les micro-entrepreneurs dans le financement des projets d'énergie renouvelable en milieu rural. Hugo Van Tilborg, chef de la coopération de la délégation UE au Togo, a souligné l'engagement continu de l'équipe Europe pour soutenir les agro-industries durables et contribuer à la gestion des ressources naturelles de manière conjointe sur la période 2021-2027. Cette démarche traduit la volonté de promouvoir une agriculture moderne et durable au Togo, tout en stimulant l'innovation et l'entrepreneuriat dans le secteur.

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres

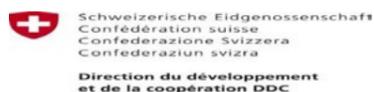
Principaux pays partenaires du Togo	
Principaux clients (% des exportations)	Principaux fournisseurs (% des importations)
Burkina Faso 13,8	Chine 20,3
Mali 13,0	France 8,6
Bénin 10,0	Inde 7,5
Niger 8,5	Ghana 5,6
Ghana 8,1	Japon 4,3
Inde 7,5	Nigéria 3,6
Côte d'Ivoire 6,4	Allemagne 3,5

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (fournisseur annuel en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (fournisseur annuel en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	467	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
N° : AMI 2023-007/UGP-CCT/PCTL2/UEMOA/DDC/SBT**

**POUR LA CONSTITUTION D'UNE LISTE RESTREINTE DE BUREAUX D'ETUDES
POUR L'ÉLABORATION DU SCHEMA D'AMENAGEMENT TRANSFRONTALIER
INTEGRE (SATI) DANS LA BANDE COTIERE SUD BENIN-TOGO**

**PROGRAMME DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE LOCALE
(PCTL) PHASE 2**

Source de financement : Commission de l'UEMOA / Coopération Suisse

1. La Confédération Suisse et l'UEMOA ont signé le 24 mars 2021, une convention pour la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de Coopération Transfrontalière Locale (PCTL).

Le PCTL est mis en œuvre par le Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA.

Le PCTL a pour finalité le renforcement de l'accessibilité des populations aux services socio-économiques et culturels délivrés par les collectivités territoriales dans un environnement juridique, institutionnel et sécuritaire national et régional favorable.

2. Lors de la première phase du PCTL (2015-2020), deux Schémas d'Aménagement Transfrontaliers Intégrés (SATI) ont été réalisés dans l'espace Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso (SKBo) qui regroupe les régions des Cascades et des Hauts Bassins au Burkina Faso, les régions de la Bagoue, du Follon, du Poro et du Tchologo en Côte d'Ivoire et la région de Sikasso au Mali et dans l'espace du Liptako-Gourma encore appelé espace de l'Initiative pour l'Intégration de l'Investissement Régional dans le Sahel (IIRSahel) qui regroupe la région du Sahel au Burkina Faso, la région de Tillabery au Niger et les régions de Gao et Tombouctou au Mali.

Par définition, le SATI est une planification concertée de référence mise à disposition de toutes les institutions concernées par l'espace transfrontalier : publiques et privées.

Le SATI :

- **Offre** une grande flexibilité d'adaptation et dans le choix des territoires et des thématiques ;
- **Intègre** toutes les planifications de références de l'espace transfrontalier des Plans communaux et régionaux de développement aux grandes stratégies sous-régionales ;
- **Inclut** tous les acteurs qui comptent pour l'espace transfrontalier, des collectivités territoriales aux institutions communautaires et internationales ;
- **Contribue** au renforcement de l'intégration par la création d'un cadre fédérateur, d'une vision de développement à court, moyen et long terme, partagée et sans exclusion ;
- **Incite** les collectivités territoriales à s'organiser par-delà les frontières nationales ;
- **Fournit** des projets prioritaires bancables aux collectivités territoriales, aux Etats, à l'UEMOA, à la CEDEAO et aux Partenaires techniques et financiers ;
- **Crée** les éléments méthodologiques d'une politique transfrontalière en Afrique de l'ouest.

La validation de ces deux SATI a permis d'engager le processus de réalisation de plusieurs projets prioritaires portés par les collectivités territoriales dans les différents domaines socio-économiques et culturels.

3. La phase 2 du PCTL a prévu en 2024 l'élaboration du Schéma d'aménagement Transfrontalier Intégré (SATI) de l'Organe des Collectivités Territoriales Transfrontalières de la bande côtière Sud Bénin-Togo (OCT-SBT) qui regroupe les Communes de Lokossa, Athiémé et Grand Popo au Bénin, les Communes des Lacs 1, Lacs 2, Lacs 3, Bas Mono 1 et Bas Mono 2 au Togo. C'est dans ce cadre qu'il est prévu la sélection d'un bureau d'études qui sera chargé de cette mission.

4. Les missions essentielles attendues du Bureau d'études sont les suivantes :

- a. Tâche 1 : réalisation d'une étude diagnostique de l'espace transfrontalier, synthèse des enjeux et délimitation des espaces projets ;
- b. Tâche 2 : Élaboration provisoire du SATI et identification des projets prioritaires ;
- c. Tâche 3 : Élaboration des fiches de projet prioritaires ;
- d. Tâche 4 : Mise au point définitive du SATI et des programmes d'actions ;

De façon spécifique il s'agit :

Pour la tâche 1 : réalisation d'une étude diagnostique de l'espace transfrontalier, synthèse des enjeux et délimitation des espaces projets ;

Pour cette phase, le consultant est appelé à établir un état des lieux en faisant ressortir les principaux problèmes identifiés et en dressant le bilan critique de la situation dans différents domaines stratégiques ci-après :

- étude du milieu physique et environnement ;
- population, emploi et formation professionnelle ;
- infrastructures et équipements collectifs ;
- compétitivité territoriale, activités économiques et investissements ;
- principales données sectorielles d'investigation (agriculture, élevage, le Commerce, l'industrie et l'artisanat) ;
- armature urbaine ;
- disparités territoriales ;
- enjeux sécuritaires et sensibilité aux conflits ;
- volet institutionnel et gouvernance transfrontalière.

2

Pour la tâche 2 : Élaboration provisoire du SATI et identification des investissements Prioritaires :

- de résumer l'ensemble de l'étude, en vue de permettre l'information d'un large public ;
- de présenter l'esquisse du diagnostic territorial ;
- de présenter les orientations stratégiques pour le développement territorial et socio-économique de l'espace transfrontalier dans son ensemble et de ses espaces projets ;
- de présenter une stratégie concertée de développement territorial et socio-économique de l'espace de coopération transfrontalière, qui doit se traduire par une vision 2035 ;
- de présenter la liste des projets prioritaires retenus (avec nom, localisation et coût indicatif) cartographié un plan ;
- de présenter un scénario de mise en œuvre de ces projets prioritaires dans les cinq prochaines années.

Pour la tâche 3 : Élaboration des fiches de projet :

- d'élaborer la version provisoire des fiches des projets prioritaires retenus.

Pour la tâche 4 : Mise au point définitive du SATI et des programmes d'actions :

Cette version finalisée du SATI intégrera les remarques émises par les parties prenantes.

5. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, les consultants intéressés, sont invités à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

6. Les consultants intéressés par cet avis, sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, les documents ci-dessous cités :

- ✓ Une lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Président du CCT-UEMOA ;
- ✓ Un accord de groupement s'il y a lieu ;
- ✓ Une présentation de la structure et les expériences générales du cabinet ou groupement de cabinets ;
- ✓ Les preuves de l'exécution des prestations analogues soutenues par des copies lisibles des pages de gardes et de signature des contrats exécutés et des attestations de bonne exécution (les références citées par le bureau d'études et non soutenues par des documents probants ne seront pas prises en compte) ;
- ✓ Une présentation de l'organisation technique et managériale du cabinet ou groupement de cabinets.

NB : Les Consultants peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans ce cas, les informations contenues dans le dossier porteront sur les différents membres du groupement en faisant apparaître les moyens et les expériences de chacun d'eux.

7. Les critères demandés seront appréciés à travers les preuves énumérées dans le tableau des critères de sélection.

8. Une liste des candidats [(au moins trois (03) et au plus six (06)] présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'autorité contractante.

9. Les candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un candidat sera sélectionné selon la méthode de sélection fondée sur la qualité et sur le coût.

10. Le CCT-UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

11. La sélection du consultant se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA et définies dans le Règlement d'exécution N°001/2020/COM/UEMOA du 24/02/2020 relatif aux règles de passation, d'exécution et de réception des marchés des Organes de l'UEMOA.

12. Les appréciations porteront notamment sur les critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
Nature des activités du cabinet en relation avec le domaine des prestations	10
Nombre d'expériences générales du cabinet dans l'élaboration des schémas d'aménagement territoriaux à l'échelle nationale ou régional/départemental	45
Nombre d'expériences spécifiques du cabinet dans l'élaboration des schémas d'aménagement transfrontaliers intégrés	15
Organisation technique et managériale du cabinet/firme	10
Connaissance de la région	20
Total	100

N.B : l'expérience générale du cabinet dans l'élaboration des schémas d'aménagement territoriaux à l'échelle infra national, il sera considéré le niveau département pour le Bénin et le Sénégal et le niveau région pour les autres pays dans l'espace Communautaire. Pour les pays situés hors de l'espace Communautaire, il sera considéré des niveaux infra nationaux équivalent

13. La note minimale requise pour être présélectionné est de 70/100 et le nombre de candidats présélectionnés ne saurait être inférieure à trois (03) et supérieure à six (06).

14. En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet/firme ayant réalisé plus de missions spécifiques sera privilégié.

15. Les firmes de consultants intéressées remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'informations à l'adresse ci-après :

- Auprès de l'Unité de Gestion du Programme PCTL/UEMOA situé au Complexe administratif de l'UEMOA, Ouaga 2000, 5ème étage, Bureau : 531, 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso, Emails : ekondia@uemoa.int / bcgtiemtore@uemoa.int

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 15 H 00 mn à 16 H 00 mn.

16. Les dossiers de candidatures devront être reçus en langue française, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), à l'adresse suivante : l'Unité de Gestion du Programme PCTL/UEMOA situé au Complexe administratif de l'UEMOA, Ouaga 2000, 5ème étage, Bureau : 531, 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso, au plus tard le 16/02/2024 à 10H00.

Toute offre parvenue après l'expiration du délai ci-dessus ne sera pas recevable quel que soit le motif évoqué pour justifier le retard.

L'enveloppe contenant la Manifestation d'Intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « Avis de Manifestation d'intérêt pour la constitution d'une liste restreinte de bureau d'études pour l'élaboration du Schéma d'aménagement Transfrontalier local SATI de la Bande Côtière Sud Bénin-Togo ».

Fait à Dakar, le 29 DEC 2023

Le Président du CCT-UEMOA,

Oumar BA, Le Président

Distinction

Le professeur Oramah décroche le prix du leadership financier 2024

Le professeur Benedict Oramah, président et président du conseil d'administration de la banque africaine d'exportation et d'importation (Afreximbank), a décroché le prix du leadership financier, lors de l'édition 2024 de l'African Prosperity Network, tenu le 26 janvier 2024.

● Hélène Martelot

Les Leadership Awards sont une initiative de l'African Prosperity Network qui célèbre les africains qui ont un impact transformationnel dans le secteur des services financiers à travers le continent. Plus précisément, la catégorie Leadership financier récompense les personnes occupant des postes de direction qui ont fait preuve d'un leadership et d'une expertise exceptionnels, qui font preuve d'une saine gestion financière, d'une gestion prudente des risques et d'une pensée financière innovante. Afrximbank a été, au fil des années, à l'avant-garde de la promotion du développement socio-économique de l'Afrique et de sa population. Depuis qu'il a pris la direction de la Banque, le professeur Oramah a supervisé la croissance de la Banque et le déploiement d'instruments innovants pour catalyser le développement commercial, industriel et économique en Afrique. Ces innovations s'expriment dans l'introduction de produits de réponse à la crise tels que le mécanisme contracyclique de liquidité commerciale (COTRALF) en 2016, le mécanisme d'atténuation de l'impact de la pandémie sur le commerce (PATIMFA) en 2020 et le programme ukrainien de financement du commerce d'ajustement à la crise pour l'Afrique (UKAFPA) en 2022. Entre 2016 et 2023, la Banque a décaissé plus de 105 milliards de dollars.



La Banque est également un fervent partisan de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et a, en partenariat avec le secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union africaine (CUA), mis en place des éléments fondamentaux pour faire progresser le commerce intra-régional, tels que le Fonds pour l'exportation, Développement en Afrique (FEDA), le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), la Foire commerciale intra-africaine, le Programme africain de garantie du transit collaboratif, le Fonds d'ajustement de la ZLECAf, les Services africains de paiement du commerce (AfPAY) et le Programme de facilitation des échanges d'Afreximbank (AFTRAF), ainsi que toutes les initiatives révolutionnaires qui permettront non seulement les paiements et règlements transfrontaliers en monnaie locale, mais qui formalisent également le commerce informel indispensable en Afrique. Ces initiatives permettront progressivement à l'Afrique de surmonter les obstacles au commerce intra-régional. En recevant le prix, le professeur Oramah a déclaré : « Nous vi-

vons des temps très périlleux en raison de diverses crises et comme toujours, l'Afrique doit trouver un moyen de surmonter ces tempêtes. Je considère ce prix non pas comme un symbole d'exception, mais plutôt comme un appel au devoir, un appel à faire davantage pour notre continent bien-aimé », a déclaré le professeur Oramah à la réception du prix. Il a ajouté que la lutte pour la liberté et la prospérité que leurs ancêtres ont commencée il y a plus de sept décennies ne sera achevée que lorsque l'Afrique aura acquis son indépendance économique et financière. » D'autres récipiendaires notables des Prix de leadership étaient le Président Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire, John Kufuor, ancien président du Ghana, Dr Irfaan Ali, président de la République coopérative de Guyane (Prix du leadership mondial en Afrique), la baronne Patricia. Écosse du Secrétariat du Commonwealth (Global Africa Champion Award) et l'hon. Mohamed Abou El Enein, membre de l'Assemblée nationale égyptienne (Prix de l'industriel de l'année), entre autres.

Nigeria

L'État de Lagos envisage de créer sa propre compagnie aérienne

Après les échecs qui ont jalonné le processus de création de Nigeria Air, finalement suspendu par le gouvernement, l'administration de l'État de Lagos cherche à relever le défi de doter le Nigeria d'un transport aérien public.

L'État de Lagos a en projet la création d'une compagnie aérienne, a annoncé le gouverneur de la ville Babajide Sanwo-Olu (photo). Le projet, d'après ses déclarations, est en cours depuis plusieurs mois et l'équipe administrative de l'État en a déjà finalisé le modèle de financement. « Au cours des 5 derniers mois, le vice-gouverneur et moi-même avons travaillé à l'élaboration d'un plan concis pour la création d'une compagnie aérienne, mais nous n'avons pas rendu ce plan public en raison de la nécessité d'acquérir des connaissances adéquates



sur les procédures opérationnelles des compagnies aériennes. Le plan d'affaires est viable et il n'y a pas de problème de financement. Le processus a atteint un stade avancé, mais nous devons obtenir les informations appropriées sur les opérations avant de mettre en œuvre le plan » a-t-il expliqué. Les prochaines étapes du processus concernent l'approbation du gouvernement fédéral et la résolution des contraintes opé-

rationnelles de la compagnie aérienne. Ce plan est annoncé après l'échec de la création de Nigeria Air, un projet du gouvernement fédéral sous l'ancien régime du président Muhammadu Buhari dont la mise en œuvre s'est heurtée à de nombreux obstacles. Depuis 2013, le Nigeria ne dispose d'aucune compagnie aérienne publique. Actuellement, les liaisons avec l'intérieur du pays sont assurées par plus d'une dizaine de transporteurs privés, alors que les vols régionaux et internationaux sont opérés en grande partie par des compagnies étrangères.

Avec Agence Ecofin

Données

Les administrations fiscales africaines incitées à explorer les solutions tech

Les pays africains membres du CREDAF (Cercle de Réflexion et d'Échange des Dirigeants des Administrations fiscales) s'apprentent à prendre un virage technologique pour améliorer la collecte et l'exploitation des données fiscales.

En partenariat avec la Direction générale des Impôts du Bénin, le CREDAF organise un séminaire du 23 au 25 janvier 2024, axé sur le thème : « Collecte et exploitation des données : les administrations fiscales à l'épreuve des solutions technologiques innovantes (intelligence artificielle, datamining, ...) ». La valeur des données n'est plus à démontrer, et de plus en plus de pays africains reconnaissent leur rôle essentiel dans la génération de revenus durables. Ce séminaire vise à aider les pays membres du CREDAF à moderniser leurs pratiques fiscales, à renforcer leurs capacités, à partager leurs expériences et à mutualiser les meilleures pratiques. Les administrations fiscales africaines entendent ainsi renforcer leur coopération régionale et internationale dans le domaine de la collecte et de l'exploitation des données. Le rôle de l'intelligence artificielle (IA) et du datamining sera au cœur des discussions. Les parti-



cipants auront l'opportunité d'explorer les meilleures pratiques actuelles ainsi que les perspectives futures pour la collecte et l'exploitation des données grâce à ces technologies innovantes. Le programme du séminaire comprend deux ateliers majeurs portant sur la mise en œuvre de l'intelligence artificielle et la mise en œuvre du datamining. Les travaux se dérouleront sous forme de sessions plénières combinées à des ateliers. Ces sessions seront animées par des experts issus des administrations fiscales et d'organisations internationales, dans le but d'approfondir les discussions. Les résultats seront ensuite présentés et discutés au cours de sessions

plénières de restitution. Chacun des ateliers se concentrera sur l'application pratique des solutions technologiques concernées, l'identification des principaux défis auxquels sont confrontés les membres du CREDAF et l'exploration des opportunités qui s'offrent à eux pour améliorer la collecte et l'exploitation de leurs données fiscales. Les résolutions et conclusions de ce séminaire serviront de base aux futures propositions du CREDAF dans le domaine de la fiscalité. En effet, il s'agit d'une étape préparatoire à la conférence annuelle du CREDAF, prévue en juin 2024 à Brazzaville, au Congo.

Avec afriqueitnews.com

Développer le commerce africain

La BAD et Attijariwafa bank Europe signent un accord de partage de risques

La Banque africaine de développement et Attijariwafa bank, filiale européenne du groupe Attijariwafa bank, ont signé, jeudi 25 janvier 2024 à Casablanca, un accord de partage de risques de 100 millions d'euros pour renforcer le financement du secteur privé et promouvoir le commerce africain.



● Junior Aredola

L'accord de partage de risques devrait catalyser près de 500 millions d'euros d'échanges commerciaux en faveur d'entreprises opérant dans plus de vingt pays africains. Il permettra de diversifier la capacité de production des pays, de renforcer leur compétitivité, de générer des recettes fiscales additionnelles et de créer de nouvelles opportunités d'emploi. Ce partenariat permettra à Attijariwafa bank de financer, à plus grande échelle, les entreprises des secteurs de la santé, de l'agriculture et l'agroalimentaire, des énergies renouvelables, des

télécommunications et des services. Sont concernées en particulier les entreprises dirigées par des femmes et porteuses de projets de développement durable. « En unissant nos forces avec Attijariwafa bank, nous ne partageons pas seulement des risques. Nous faisons naître de nouvelles opportunités pour celles et ceux qui entreprennent et se projettent en Afrique », s'est félicité le directeur général de la Banque africaine de développement pour l'Afrique du Nord, Mohamed El Azizi. « Nous voulons rompre l'isolement financier du continent en soutenant des champions africains qui pourront renforcer l'inclusion financière des entreprises et les aider à se déployer sur le continent », a

renchéri le responsable-pays de la Banque pour le Maroc, Achraf Tarsim. « Le groupe Attijariwafa bank est engagé depuis plus d'une décennie en faveur du développement du continent africain dans un esprit de croissance solidaire et inclusive. Avec le partenariat mis en place entre la Banque africaine de développement et Attijariwafa bank Europe, notre Groupe consolide sa position en tant qu'acteur majeur dans le renforcement du tissu économique africain et contributeur important dans la dynamisation et le développement des échanges Nord-Sud », a souligné l'administrateur directeur général d'Attijariwafa bank Europe, Younes Belabed.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 30 janvier 2024

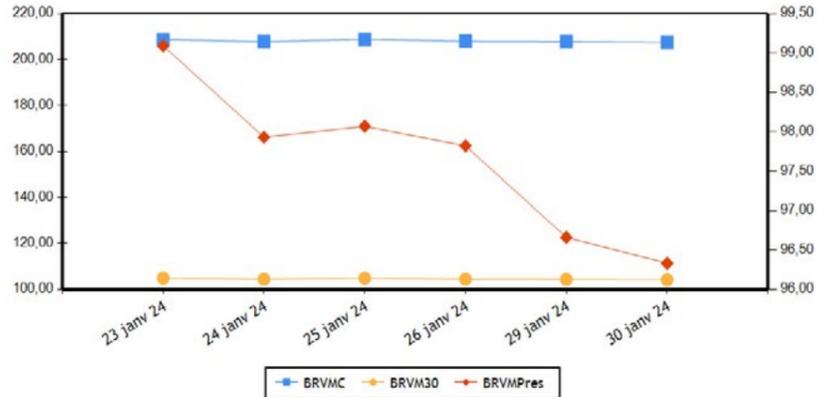
N° 21

BRVM COMPOSITE	207,46
Variation Jour	-0,14 % ↓
Variation annuelle	-3,12 % ↓

BRVM 30	104,15
Variation Jour	-0,16 % ↓
Variation annuelle	-3,43 % ↓

BRVM PRESTIGE	96,33
Variation Jour	-0,34 % ↓
Variation annuelle	-5,07 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 718 180 252 311	-0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	49 668	-74,05 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	220 992 611	62,37 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	-10,00 %
Nombre de titres en baisse	18	28,57 %
Nombre de titres inchangés	14	-17,65 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 201 673 509 532	0,00 %
Volume échangé	94	-99,88 %
Valeur transigée (FCFA)	923 550	-99,89 %
Nombre de titres transigés	1	-83,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-
Nombre de titres inchangés	1	-80,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 390	7,34 %	4,51 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	680	7,09 %	-6,21 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 005	6,08 %	5,53 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	800	3,90 %	-4,76 %
PALM CI (PALC)	6 790	2,88 %	0,59 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	800	-4,19 %	-11,11 %
SAFCA CI (SAFC)	1 100	-3,93 %	-15,06 %
TOTAL CI (TTLC)	1 700	-2,86 %	-5,56 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 200	-2,00 %	-16,67 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 000	-1,96 %	-7,24 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	96,33	-0,34 %	-5,07 %	14 045	137 453 860	6,90
BRVM-PRINCIPAL	36	102,07	-0,11 %	-1,82 %	35 623	83 538 751	12,74

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,42	0,04 %	-0,60 %	8 919	9 273 495	38,35
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	510,92	-0,19 %	-3,87 %	9 799	125 061 470	8,22
BRVM - FINANCES	15	83,87	-0,36 %	-2,95 %	22 594	73 591 351	6,54
BRVM - TRANSPORT	2	357,22	-0,66 %	7,93 %	939	1 343 940	7,91
BRVM - AGRICULTURE	5	157,47	0,92 %	-2,53 %	1 155	2 386 155	6,83
BRVM - DISTRIBUTION	7	316,68	1,09 %	-3,51 %	5 882	9 029 850	11,43
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	987,11	-4,19 %	-11,11 %	380	306 350	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,26
Taux de rendement moyen du marché	8,56
Taux de rentabilité moyen du marché	10,34
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	133
Volume moyen annuel par séance	344 329,00
Valeur moyenne annuelle par séance	728 036 256,97

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	1,78
Ratio moyen de satisfaction	25,31
Ratio moyen de tendance	1 418,95
Ratio moyen de couverture	7,05
Taux de rotation moyen du marché	0,00
Prime de risque du marché	4,00
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des PER des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Suisse

Les exportations horlogères alignent une 3e année record en 2023

Selon le cabinet Deloitte, cette performance montre une fois de plus «la résilience» du secteur.

Les exportations horlogères suisses ont battu des records pour la troisième année d'affilée en 2023 malgré la force du franc et le climat de consommation morose, même si les perspectives sont plus incertaines pour 2024.

26,7 milliards de francs

En 2023, les exportations horlogères ont encore augmenté de 7,6%, touchant un niveau jamais atteint auparavant à 26,7 milliards de francs, selon les statistiques de la fédération horlogère publiées mardi. En 2021, elles avaient déjà touché un plus haut historique qu'elles avaient ensuite dépassé en 2022. La croissance en 2023 a été portée par les Etats-Unis où les exportations de montres se sont accrues de 35,1%. Elles ont également grimpé de 10,5% à Hong Kong, de 28,6% au Japon, de 29,6% à Singapour, progressant également en Europe avec de nettes hausses, de 30,7% au Royaume Uni et de 34,2% en France. Elles ont cependant chuté de 6,9% en Chine où la croissance n'a pas été aussi soutenue qu'espérée. Début 2023, la Chine apparaissait comme le relai de croissance pour le secteur du luxe après l'abandon de la politique zéro-Covid. Sur de nombreux marchés, la demande avait été portée par les achats dits de revanche dans les mois suivants la levée des restrictions sanitaires, les



consommateurs utilisant une partie des économies accumulées pendant les confinements pour s'offrir des produits de luxe. Mais le rebond de l'économie chinoise n'a pas été aussi fort que prévu, face notamment à la crise de l'immobilier et au chômage des jeunes.

«Assez incroyable»

Malgré ce revers en Chine, Karine Szegedi, responsable de la consommation au sein du cabinet d'audit et de conseils Deloitte, a salué ce record de 2023 qui montre une fois de plus «la résilience» de l'horlogerie, selon elle. «C'est assez incroyable de voir ce qu'a fait l'horlogère», a-t-elle réagi lors d'un entretien avec l'AFP. Le parcours était pourtant parsemé d'embûches, entre faiblesse au niveau de la clientèle chinoise, le succès de l'Apple Watch, la force du franc suisse et l'augmentation des prix des matières premières, observe-t-elle. Malgré cela, les fabricants de montres «ont fait des résultats record l'année où le franc suisse est plus fort

que jamais», souligne Karine Szegedi, qui réalise chaque année une étude sur l'horlogerie suisse.

Consommation plus modérée

Pour 2024, le secteur arrive peut-être «au point de normalisation», estime-t-elle alors que les récents résultats des entreprises ont soufflé le chaud et le froid sur les perspectives du luxe dans son ensemble. Mi-janvier, l'enseigne britannique Watches of Switzerland, spécialisée dans la vente de montres de luxe, dégringolait en Bourse après un avertissement sur ses résultats dans lequel elle évoquait un climat de consommation volatile durant les fêtes de fin d'année. Le jour, l'action du groupe suisse Richemont décollait après de solides ventes trimestrielles. Quelques jours après, l'action de l'horloger suisse Swatch Group se trouvait sous pression suite à des résultats annuels en hausse mais inférieurs aux attentes.

(afp)

Mer de Chine méridionale

Le Vietnam et les Philippines resserrent leurs liens face à Pékin

Les deux pays ont signé des accords de coopération maritime dans les eaux très disputées de la mer de Chine méridionale, dont Pékin revendique la quasi-totalité.

Le Vietnam et les Philippines ont convenu, mardi, de renforcer leur coopération dans la disputée mer de Chine méridionale, un vaste espace maritime stratégique pour le commerce dont Pékin revendique la quasi-totalité. Manille est en conflit ouvert avec la Chine autour de l'atoll disputé de Second Thomas, théâtre de récents incidents. Les Philippines mais aussi le Vietnam et plusieurs autres pays revendiquent divers îles, îlots, récifs et hauts fonds de cette mer qui les borde. Des tensions ont récemment éclaté entre Manille et Pékin, à la suite d'une série d'affrontements entre des navires des deux pays. Mardi, le président philippin Ferdinand

Marcos a signé deux accords avec le Vietnam, convenant de mettre en place une ligne directe de communication et de travailler sur un comité conjoint de garde-côtes pour discuter de questions communes. «Le protocole d'accord sur la coopération maritime vise à renforcer la compréhension, la confiance mutuelle et la confiance entre les deux parties», a déclaré le bureau de M. Marcos, dans un communiqué. La Chine a organisé courant janvier des exercices militaires en mer de Chine méridionale. Les Etats-Unis et les Philippines y ont mené leurs propres manœuvres conjointes. Les tensions entre la Chine et les Philippines autour de récifs disputés ont notamment entraîné une collision entre

navires des deux pays et des tirs de canons à eau par des navires chinois sur des bateaux philippins.

Accord commercial signé

Au cours de la visite de deux jours de M. Marcos au Vietnam, les deux pays ont également signé un accord commercial sur le riz. Le Vietnam, déjà principal fournisseur de cette céréale aux Philippines, livrera au pays jusqu'à 2 millions de tonnes de riz sur cinq ans. M. Marcos a également eu un entretien privé avec Pham Nhat Vuong, PDG du constructeur automobile vietnamien VinFast, qui prévoit de lancer en 2024 un réseau de concessions aux Philippines.

Avec lematin.ch

Monopole brisé

Les magasins alternatifs sur iOS, ce sera pour mars

Apple a annoncé des modifications de son système d'exploitation pour permettre cette ouverture. L'Union Européenne affiche sa satisfaction.

Apple a annoncé jeudi des modifications majeures au système d'exploitation iOS qui équipe ses célèbres téléphones portables afin de se conformer à la nouvelle réglementation sur les marchés numériques (Digital Markets Act, DMA). Ces changements ont été consentis à contrecœur, sous la pression de Bruxelles, le groupe de Cupertino ayant toujours affiché son hostilité au DMA.

Gendarme numérique

Le commissaire européen Thierry Breton a salué vendredi «le changement en cours» après des annonces d'Apple pour adapter ses iPhone aux nouvelles règles européennes, tout en prévenant que l'UE n'hésiterait pas à sévir en cas d'infraction. «À partir du 7 mars, nous évaluerons les propositions des entreprises, avec l'avis de tiers. Si les solutions proposées ne sont pas assez bonnes, nous n'hésiterons pas à prendre

Espagne

Le gouvernement met le paquet pour agrandir l'aéroport de Madrid

Barajas va avoir droit à un plan d'investissement de 2,25 milliards de francs. L'aéroport de la capitale espagnole pourra ainsi devenir «un des principaux de l'UE».

Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a annoncé, vendredi, un plan d'investissement de 2,4 milliards d'euros (2,25 milliards de francs) pour agrandir l'aéroport de Madrid-Barajas, dont la capacité devra être portée à 90 millions de passagers par an d'ici 2031. Cet investissement, «le plus important de la dernière décennie dans une infrastructure aéroportuaire en Espagne», va permettre à Madrid-Barajas de devenir l'un des principaux aéroports de l'Union européenne», a déclaré le Premier ministre socialiste, lors d'une visite au Salon international du tourisme de Madrid (Fitur).

Augmenter la capacité, notamment vers l'Asie

Le projet, qui s'inscrit dans le cadre du plan stratégique présenté en 2022 par le gestionnaire d'aéroports Aena, permettra «une très forte croissance de sa capacité et des liaisons» aériennes depuis Barajas, notamment «vers l'Asie», avec «la création de milliers d'emplois directs et indirects», a-t-il ajouté. Selon l'Aena — qui gère 46 aéroports en Espagne, dont celui de Barajas — 60 millions de personnes ont transité l'an

des mesures fortes», a-t-il prévenu. Concrètement, la marque à la pomme a annoncé qu'elle autoriserait sur ses téléphones à partir de mars des magasins d'applications alternatifs qui entreraient en concurrence avec son App Store. Elle s'ouvrira également aux services de paiement sans contact autres que sa solution Apple Pay. Le choix d'un navigateur alternatif à Safari sera par ailleurs facilité par l'ouverture automatique d'un menu proposant des solutions concurrentes alors qu'il fallait jusqu'ici aller dans les paramètres pour faire une telle modification.

Nouvelles conditions tarifaires

Ces évolutions sont assorties de nouvelles conditions tarifaires pour les développeurs. «Les changements sont conformes aux exigences de la loi sur les marchés numériques de



l'Union européenne, tout en contribuant à protéger les utilisateurs de l'UE contre les inévitables menaces accrues en matière de confidentialité et de sécurité que cette réglementation entraîne», affirme Phil Schiller, vice-président marketing d'Apple, cité dans un communiqué. «Même avec ces garanties en place, de nombreux risques demeurent», affirme le groupe de Cupertino, dont la sécurité est l'un des principaux arguments marketing et qui n'a jamais caché son hostilité au DMA. Apple estime aussi que les nouvelles règles entraîneront une «expérience utilisateur moins intuitive».

(afp)



dernier par l'aéroport madrilène, devenu au fil des ans la plaque tournante des liaisons aériennes entre l'Europe et l'Amérique latine. Une affluence qui rapproche cet aéroport — qui a déjà connu plusieurs agrandissements, notamment avec la construction du terminal T4 en 2006 — de sa capacité maximale, alors que l'Espagne a accueilli, l'an dernier, un nombre record de 84 millions de visiteurs étrangers. Pedro Sánchez n'a pas précisé comment seraient utilisés les 2,4 milliards d'euros débloqués par l'exécutif. Mais selon une source proche du dossier, ils devraient permettre d'agrandir le T4, avec la construction de nouvelles portes d'embarquement, et de rénover les trois autres terminaux. L'annonce de l'exécutif a été saluée par le transporteur aérien Iberia, propriété du groupe IAG et principale compagnie exerçant à Barajas. Il s'agit d'une «excellente nouvelle», qui va permettre à cet aéroport

de «jouer dans la première division européenne», a réagi son PDG, Fernando Candela.

Le reste de la gauche fâché par un projet pas très écolo

Elle a en revanche été critiquée par le parti de gauche radicale Sumar, partenaire des socialistes au sein du gouvernement espagnol, qui a pointé du doigt le manque de cohérence de ce projet vis-à-vis des engagements environnementaux de l'Espagne. Cette extension «est un non-sens économique et écologique, et il signifie un retour aux modèles du passé», a dénoncé Íñigo Errejón, président du groupe parlementaire Sumar, à la Chambre des députés, en rappelant que l'accord de gouvernement signé avec les socialistes prévoyait de «remplacer les vols de courte distance par le train».

Avec lematin.ch

Marchés de l'alimentation

La FAO souligne le rôle crucial d'AMIS pour la stabilité mondiale

Face à la montée des conflits, aux ralentissements et fléchissements économiques et à l'accentuation de la crise climatique, le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) joue un rôle déterminant au service de la transparence et de la coordination des politiques dans les marchés internationaux de l'alimentation, a déclaré l'Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Máximo Torero

S'exprimant lors d'une séance d'un groupe d'experts au Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (GFFA) 2024 à Berlin, M. Torero a mis en exergue la façon dont le système AMIS avait contribué à prévenir des hausses de prix inattendues et à renforcer la sécurité alimentaire mondiale. Le système AMIS a été inauguré en 2011 par les ministres de l'agriculture du G20 à la suite des hausses des prix des produits alimentaires ayant touché l'ensemble du monde en 2007-2008 et en 2010. Ce système d'information, qui regroupe les membres du G20, l'Espagne et huit autres grands pays exportateurs et importateurs de produits agricoles, évalue les disponibilités alimentaires mondiales (plus particulièrement le blé, le maïs, le riz et le soja) et offre une plateforme de coordination des politiques publiques lorsque l'incertitude s'installe dans les marchés. Le système AMIS, hébergé par la FAO et bénéficiant de la collaboration de neuf organisations internationales, a pour vocation de parer aux risques et aux incertitudes qui sont inhérents aux systèmes agroalimentaires. M. Torero a souligné que la concentration des principaux exportateurs de céréales du monde qui caractérise ce marché rend par définition le système agroalimentaire vulnérable aux chocs extérieurs, et que tout impact dans l'un des principaux pays exportateurs de céréales principales aura une conséquence directe sur les prix et la volatilité. L'expert a également fait valoir l'importance de la logistique, qui assure le mouvement des céréales et des intrants agricoles dans le monde. Ces facteurs, a-t-il déclaré, rendent le système très sensible aux chocs, qu'il s'agisse de conflits et de guerres ou de stress climatique et hydrique, car ceux-ci entraînent des fluctuations immédiates des prix sur les marchés céréaliers mondiaux. AMIS, a-t-il ajouté, joue un rôle central consistant à corriger l'asymétrie dont souffre l'information, ce facteur



● L'Économiste en chef de la FAO, M. Máximo Torero (au centre), s'adresse au Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (GFFA) 2024. FAO/LeaPlantek

étant déterminant pour éviter certaines mauvaises décisions, qui peuvent se traduire par des distorsions dans les exportations ou par l'apparition d'une volatilité sur les marchés et une spéculation excessive. L'Économiste en chef de la FAO a mis en exergue l'apport d'AMIS, qui fournit des informations exhaustives sur la dynamique de l'offre et de la demande, permettant ainsi aux acteurs des marchés de prendre des décisions en connaissance de cause en période de volatilité excessive. Reconnaissant les difficultés rencontrées par cette initiative, s'agissant en particulier de l'obtention d'informations auprès de certains pays, il a souligné la nécessité de procéder à des mises à jour systématiques et de trouver d'autres moyens de combler les lacunes dans les données.

Élargissement des domaines abordés

M. Torero a également insisté sur l'importance d'un élargissement du champ des domaines traités par AMIS aux consi-

dérations sur la logistique, au regard du contexte particulier marqué par la hausse des coûts d'assurance et l'aggravation des risques géopolitiques touchant des axes de transport d'importance cruciale. L'impact de la covid-19 ayant fait ressortir l'importance de la logistique, M. Torero a expliqué la décision d'AMIS d'enrichir ses données relatives aux aspects logistiques, en œuvrant en collaboration étroite avec ses partenaires à une meilleure maîtrise de ces aspects et à l'atténuation des risques qui s'y attachent. «L'importance que l'on attache aussi à la logistique ne tient pas seulement au risque de fermeture des ports, elle s'explique aussi par l'augmentation des prix pratiqués par les compagnies d'assurance et par les risques auxquels nous sommes confrontés en mer Rouge, mais aussi en mer Noire, et par les risques auxquels peut nous exposer la baisse du niveau des eaux dans le canal de Panama, ces voies de communications étant déterminantes pour la circulation des produits à l'échelle du monde», a-t-il expliqué.

Avec fao.org

HOROSCOPE finance

Bélier Votre situation financière devrait s'améliorer grâce au soutien d'Uranus. Si vous avez des choix importants à faire, vous commencerez à y voir plus clair et aurez cette fois en main des éléments fiables pour pouvoir bientôt prendre une décision.

Taureau Saturne, en général, ne promet pas le pactole. Mais comme il sera en harmonie avec les autres planètes, il vous sera tout de même utile : il va en effet vous inciter à faire preuve de sérieux et de prévoyance en matière pécuniaire, ce qui, habituellement, n'est pas votre fort.

Gémeaux Cet aspect de Neptune laisse présager une mise en vedette de votre secteur argent. Il pourrait vous valoir une importante somme d'argent d'origine familiale. Ce cadeau inattendu risque de vous placer devant de nouveaux choix. Vous pourriez augmenter certains de vos placements ou réaliser un achat immobilier. Prenez tout votre temps avant de vous engager, car Pluton qui rôde dans les parages pourra troubler vos capacités de réflexion.

Cancer Sur le plan pécuniaire, la prudence sera recommandée. Étudiez à fond l'état de vos finances avant d'engager de gros frais. De plus, méfiez-vous des transactions trop risquées. En revanche, vous pourrez contracter, en toute sécurité, des placements à long terme.

Lion Vos finances ne tourneront pas rond. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront une bonne tournure bientôt. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez.

Vierge Ne vous reposez pas les yeux fermés sur vos intuitions, car elles seront rendues trompeuses cette fois-ci par une ambiance astrale à sensible prédominance saturnienne. Votre trop belle assurance risque de vous entraîner dans des aventures scabreuses sur le plan des finances. Fiez-vous plutôt à votre sens de l'organisation, qui sera une de vos qualités dominantes cette fois-ci.

Balance Quelques petits problèmes d'ordre financier vous perturberont et vous obligeront à remettre à plus tard vos folles envies de dépense. Soyez plus raisonnable pour éviter les fins de mois difficiles et démoralisantes.

Scorpion Hâtez-vous de régler factures, contraventions éventuelles, impôts, de payer vos dettes. Vous éviterez ainsi d'attirer des complications et des poursuites qui vous mettraient de très mauvaise humeur et vous coûteraient inutilement cher. Les astres ne vous feront pas de cadeaux aujourd'hui.

Sagittaire Votre manque de réalisme risque de vous jouer de bien mauvais tours. Méfiez-vous particulièrement des risques financiers excessifs et des opérations boursières effectuées à la hâte. Reprenez-vous.

Capricorne Attention aux initiatives imprudentes sur le plan matériel ! Vous manquerez de patience et de discernement dans ce domaine. Pour gérer le budget familial, tenez compte de l'avis de votre conjoint.

Verseau Vous aurez la possibilité d'effectuer de bons placements à long terme. Dans l'ensemble, vous gèrerez votre situation financière avec sérieux et compétence. Vous serez à l'abri du besoin pour quelque temps.

Poisson Vous n'aurez pas à vous serrer la ceinture autant que dernièrement. Il faut dire que vous réussirez, peu à peu, à régler les problèmes matériels qui vous ont empoisonné la vie récemment. Vous aurez maintenant la possibilité de consolider votre situation matérielle grâce à de bons placements et à des transactions habiles.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

SECTEUR : MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Référence des Accords de financement : Accord de DON n° 5900155018157
Accord de DON n° 2100155042568
Accord de PRET n° 5900150003701
Accord de DON n° ML-0064

N° d'identification du Projet : P-TG-100-008
Date de lancement de l'avis : 26 janvier 2024

Projet d'Accompagnement des jeunes entrepreneurs sur les chaînes de valeurs créatrices d'emplois (PAJEC)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) EXPERT EN SUIVI-EVALUATION

1- Le Gouvernement de la République togolaise a reçu du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), du Fonds Fiduciaire YEI MDTF en co-financement avec la KfW, des financements, en diverses monnaies convertibles en vue de financer le Projet d'Accompagnement des jeunes entrepreneurs sur les chaînes de valeurs créatrices d'emplois (PAJEC), et envisage d'affecter une partie de ce financement aux paiements admissibles dans le cadre du recrutement d'un(e) Expert en suivi-évaluation au sein de l'Unité de Gestion du Projet.

2- Le Ministère de l'Économie et des Finances à travers le PAJEC, invite les intéressés à présenter leur candidature, en vue de fournir les services décrits ci-dessous. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un Consultant n'implique aucune obligation à l'emprunteur de l'inclure dans la liste restreinte

3- Les Services prévus au titre de la mission du l'Expert en Suivi -évaluation

Sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet, le Responsable du suivi-évaluation (RSE) est responsable de l'animation, l'organisation et la coordination de toutes les activités liées à la programmation et au suivi-évaluation du Projet. Spécifiquement, il sera chargé de :

- ✓ superviser l'élaboration du manuel de suivi-évaluation du projet ;
 - ✓ concevoir et diffuser les outils de collecte des informations sur le terrain ;
 - ✓ analyser les écarts entre prévisions et réalisations, et formuler des recommandations pour prendre les mesures correctives qui s'imposent ;
 - ✓ produire et diffuser les rapports de S&E (rapport, articles, etc.) et les transmettre aux différents utilisateurs internes ou externes ;
 - ✓ assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de ces différentes missions ;
 - ✓ coordonner l'élaboration du PTBA consolidé sur la base des contributions des différentes parties prenantes, et de l'avancement des activités du Projet ;
 - ✓ mettre en cohérence la programmation avec le plan de passation des marchés en liaison avec le responsable des acquisitions ;
 - ✓ préparer les rapports trimestriels, semestriels et annuels d'activités du Projet sur la base des contributions des membres de la Coordination, préparer
- ✓ préparer des rapports circonstanciés sur toutes les innovations et savoirs engendrés par le Projet, ainsi que les supports de communication pour les présentations, la diffusion et le partage des expériences du Projet ;
 - ✓ exécuter toutes autres tâches relatives au suivi et à l'évaluation du projet.

4- Qualifications requises

Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau BAC+5 au moins en économie, Gestion, banque, finance, agronomie ou agroéconomie, zootechnie, statistiques, économie agricole ou développement rural, sciences humaines ou tout autre diplôme équivalent ;

Avoir un minimum de sept (07) années d'expérience professionnelle en suivi-évaluation ;

Avoir une expérience d'au moins cinq (05) dans le suivi et évaluation des projets/programmes financés par des institutions internationales et bailleurs de fonds multilatéraux ;

Avoir réalisé au moins une (01) mission d'enquêtes qualitatives et quantitatives en utilisant un ou des logiciels de gestion de bases de données et d'analyse statistique ;

Avoir une bonne connaissance des logiciels de bureautique (traitement de texte, présentation, tableur, power point, etc.) ;

Être capable de lire, écrire et de communiquer en Français.

5- Durée du Contrat et lieu d'affectation

Le poste de Responsable du suivi-évaluation est établi à Lomé avec des possibilités de missions dans les cinq régions du pays. La mission aura une durée d'une (1) année, renouvelable après évaluation annuelle de performance jugée satisfaisante par l'agence d'exécution du projet et la BAD. Les critères d'évaluation et la grille de notation sont annexés aux TDR. Le candidat doit être libre de tout engagement à compter de la signature du contrat.

6- Critères de sélection

Le consultant sera sélectionné sur la base des critères et du système de notation consignés dans le tableau suivant :

N°	Critères de notation	Nombre de points
I. Qualifications générales (formation et expériences générales)		30
1	Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau BAC+5 au moins en économie, Gestion, banque, finance, agronomie ou agroéconomie, zootechnie, statistiques, économie agricole ou développement rural, sciences humaines ou tout autre diplôme équivalent	10
2	Avoir un minimum de sept (07) années d'expérience professionnelle en suivi-évaluation	20
II. Adéquation pour la mission		60
3	Avoir une expérience d'au moins cinq (05) dans le suivi et évaluation des projets/programmes financés par des institutions internationales et bailleurs de fonds multilatéraux	50
4	Avoir réalisé au moins deux (02) missions d'enquêtes qualitatives et quantitatives en utilisant un ou des logiciels de gestion de bases de données et d'analyse statistique	10
III. Connaissance de la langue française et outils informatiques		10
5	Avoir une bonne connaissance des logiciels de bureautique (traitement de texte, présentation, tableur, power point, etc.).	5
6	Être capable de lire, écrire et de communiquer en Français	5
TOTAL		100

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux Méthodes et Procédures de passation des marchés de la Banque Africaine de Développement telles que définies dans le Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque d'octobre 2015 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>

Le score minimum requis pour être sélectionné est de 70 points sur 100. Le candidat classé premier et dont la note totale est égale ou supérieure au score minimum ci-haut cité sera invité à négocier un contrat. Au cas où des consultants seront classés 1^{er} ex-aequo, le candidat ayant le plus grand nombre cumulé d'années d'expérience pour les critères 3 et 4 sera sélectionné.

Les Termes de Référence de la mission peuvent être obtenus sur demande aux adresses suivantes :

Ministère de l'Économie et des Finances.

Rue : Av. Léopold Sédar SENGHOR (rue passant devant la Direction Générale de la CEET)
Étage/ numéro de bureau : Immeuble Direction du Matériel et du Transit Administratif, 2^{ème} Etage, Porte 09 avec inscription « MEF-SECRETARIAT DES MARCHES », Ville : Lomé, Boîte postale : 2748, Pays : Togo ; Téléphone : (228) 22 21 22 66 / 22 21 22 67, E-mail : pajec.togo@gmail.com

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus aux heures d'ouverture des bureaux suivantes : 08h00 à 17h00 TU.

7- Date limite et Lieu de remise des manifestations d'intérêt

Les expressions d'intérêt doivent être déposées et/ou envoyées en langue Française à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **9 février 2024 à 17 h 00 TU** et porter expressément la mention « **RECRUTEMENT D'UN (E) EXPERT EN SUIVI – EVALUATION POUR LE PROJET D'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ENTREPRENEURS SUR LES CHAINES DE VALEURS CREATRICES D'EMPLOIS (PAJEC)** »

8- Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés devront soumettre un dossier comprenant: une lettre de motivation datée et signée avec adresse complète; un CV détaillé récent et certifié sincère par le candidat avec mention des références professionnelles, des coordonnées des employeurs précédents et des personnes de référence; une copie du ou des diplômes ; une copie des attestations de services pour les prestations antérieures et tout autre document attestant les qualifications et expériences acquises par le candidat.

Lomé le

La Personne Responsable des Marchés Publics
et Délégations de Service Public

Koffi Mawéna AMEGANVI

Agoé-nyivé

Présentation du projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées
Le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation a présenté le projet « Appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées au Togo » à des personnes handicapées et leur famille, le mardi 30 janvier à Agoé-Nyivé, au cours d'un atelier de formation et de sensibilisation.

La rencontre a permis de présenter le projet : "Appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées au Togo" et de sensibiliser les participants sur le handicap et la valorisation de la personne handicapée. Ce projet financé par l'Etat togolais à hauteur de 895.855.000 FCA sera exécuté sur trois ans. Il a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et l'insertion sociale communautaire des personnes handicapées au Togo ainsi que leur autonomisation. Ce projet va prendre en compte les personnes handicapées qui sont en situation d'apprendre un métier, celles qui ont déjà appris un métier et ont besoin d'être insérées dans leur profession et les personnes handicapées qui ont besoin de matériels ou d'aide technique pour leur mobilité. Au cours de cet atelier, les participants



ont suivi la présentation du projet, une communication sur les acteurs impliqués et leurs rôles, et une autre sur le handicap. Le coordonnateur du projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées, Komadan Tchédjiko Noël, a fait savoir que le projet a prévu 350 personnes handicapées pour l'apprentissage, 300 pour être installées, et 150 personnes en situation de handicap pour être accompagnées dans la recherche d'emploi dans le formel. Il a souligné qu'il est important de partager les idéaux

du projet aux familles des personnes handicapées afin d'avoir un environnement favorable pour sa bonne mise en œuvre. Il a précisé que ce projet a déjà démarré avec l'identification des personnes handicapées sur toute l'étendue du territoire. Le représentant du préfet d'Agoé-Nyivé, Dr Kombaté Soguibabe a rendu hommage au président de la République pour l'attention particulière qu'il porte aux personnes handicapées et pour sa politique de développement inclusif et participatif.

Avec ATOP/ASA/CA

Maroc

Les mots forts de Walid Regragui
Nouvelle surprise dans ce tournoi de la Coupe d'Afrique des Nations 2023 avec l'élimination du Maroc ce soir (2-0). Les Lions de l'Atlas ont été sortis par l'Afrique du Sud au terme d'une rencontre pas assez maîtrisée par les Marocains.

Après le but de Makopa (56e), un sublime coup-franc signé Mokoena (90e+4) a scellé le sort de ce 8e de finale, alors qu'Hakimi avait manqué un penalty quelques minutes auparavant. Le sélectionneur n'en veut pas au Parisien mais plutôt à la mauvaise prestation de ses hommes, pas assez tranchants selon lui, et munis d'un caractère défaillant lorsqu'il était encore de temps de revenir au score. «On est très déçu car on était venu avec l'ambition de la gagner. Sortir aussi tôt dans le tournoi, ce n'était pas prévu mais il y a beaucoup de surprises. On a fait des erreurs qui ne nous ressemblent



pas mais j'assume la responsabilité aujourd'hui. On va réfléchir, penser à ce qu'on a pas bien fait. On a beaucoup de jeunes, on a loupé trop de situations. Achraf nous aurait permis de revenir dans le match mais quand on regarde les situations et comment on a lâché, ce n'est pas

à l'image de notre équipe», regrette Walid Regragui sur beIN Sports, qui a conclu sur sa situation personnelle. «On va discuter avec mon président. Je ne me mache jamais. Aujourd'hui, j'ai échoué donc il faut assumer.»

Avec footmercato.net

Maladies tropicales négligées

Plusieurs activités ont marqué la Journée mondiale à Atakpamé
Plusieurs activités de mobilisation sociale placées sur le thème « s'unir et agir efficacement pour l'élimination de l'onchocercose, des schistosomias, de la lèpre et du pian d'ici 2030 » ont marqué, le mardi 30 janvier à Atakpamé, la célébration de la journée mondiale des Maladies tropicales négligées (MTN).

Cette célébration a été organisée par la direction régionale de la Santé des Plateaux avec l'appui de son ministère de tutelle et des partenaires techniques et financiers notamment l'OMS. Cet évènement vise à renforcer la lutte contre les maladies tropicales négligées au sein des communautés et de partager avec les participants, les informations sur la lutte contre les MTN au Togo. Il a été également question d'inviter tous les acteurs publics et privés de la santé et d'autres secteurs à adhérer à la lutte contre ces maladies au Togo et de prendre en charge les personnes présentant les affections de la peau. Les manifestations de cette journée ont été marquées par une caravane de mobilisation sociale, une sensibilisation de masse sur le terrain du lycée d'Atakpamé sur les MTN notamment les causes, conséquences et les différentes manifestations de ces maladies ainsi que les mesures préventives et de prise en charge des malades. L'occasion a également permis aux acteurs de la santé de procéder sur



place à des consultations foraines et de donner gratuitement des produits aux patients. Le directeur régional de la Santé des Plateaux et le coordinateur du programme national des maladies tropicales négligées respectivement, Dr. Nyametsso Dzifa et Gnossiké Piham ont indiqué que les maladies tropicales négligées menacent plus de 1,7 milliard de personnes vivant dans les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées du monde. Ils ont souligné que ces maladies, au nombre d'une vingtaine, invalident et défigurent les gens, les privent non seulement de leur santé, mais aussi de leur chance de rester à l'école, de gagner leur vie ou même d'être acceptés par leur famille ou leur communauté. Les intervenants ont fait savoir que

le Togo a été honoré lors du comité régional de l'OMS pour l'Afrique tenu en 2022 à Lomé pour avoir pu éliminer quatre MTN notamment le ver de guinée en 2011, la filariose lymphatique en 2017, la trypanosomiase humaine africaine en 2020 et le trachome en 2022. Pour eux, cette journée retenue par l'assemblée mondiale de la santé depuis le 31 mai 2021 est une occasion d'appeler chacun à soutenir davantage l'élan croissant en faveur de la lutte contre ces maladies en vue de leur élimination totale pour le bien-être des populations. Les manifestations se sont déroulées en présence du préfet de l'Ogou Akakpo Edoh, des directeurs préfectoraux de la santé, des autorités administratives, politiques et traditionnelles.

Avec ATOP/KKT/AJA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres			
Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et crâles phosphatés	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules colorés	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			



FORUM INTERNATIONAL DE
L'INTERMEDIATION, DU NUMERIQUE
ET DE L'INNOVATION (FONI 2024)
3è édition

Placé sous le Haut Patronage de son Excellence
Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE,
Président de la République Togolaise

T H E M E

INTERMÉDIATION & FINANCEMENT DES PME/PMI POUR UNE INCLUSION FINANCIÈRE, NUMÉRIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE



16 au 17 MAI 2024



**À L'HÔTEL 2 FÉVRIER
LOMÉ/TOGO**



(228) 93 03 36 36
(228) 97 67 30 30
(228) 22 20 38 41



INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA
WWW.FONI.AFRICA

**LE PLUS GRAND HUB FINANCIER
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Organisé par

